

## L'ÉDITO

### États-Unis : qu'attendre des quatre prochaines années avec Trump ou Biden comme président ?



**Jean-David LEVITTE**

est senior policy advisor pour le groupe ESL Network. Il a eu une carrière diplomatique remarquable, marquée dans un premier temps par un passage à l'Élysée aux côtés du

Président Giscard d'Estaing de 1975 à 1981. De 1995 à 2000, il a été le Conseiller diplomatique et Sherpa du Président Jacques Chirac. Entre temps, il a notamment occupé les fonctions d'Ambassadeur de la France aux Nations Unies à Genève. De 2007 à 2012 il a été le conseiller diplomatique et Sherpa du Président Nicolas Sarkozy. De 2003 à 2007 il a été Ambassadeur à Washington pendant la difficile période de la guerre en Irak. De 2000 à 2002 il a été Ambassadeur à l'ONU à New York, président du Conseil de Sécurité lors des attaques du 11 septembre 2001.

**S**i Trump devait rester quatre ans de plus à la Maison Blanche, la société américaine et la face du monde en seraient durablement changées, pour le pire.

Pour la première fois de l'histoire, le candidat soutenu par la convention du parti Républicain n'a pas présenté de programme. On est simplement passé de « Make America Great Again! » il y a quatre ans à « Keep America Great! » cette année. La continuité l'emporterait donc. Quelles en seraient les conséquences ?

En politique intérieure, Trump enrainerait dans le Parti Républicain, totalement sous son contrôle, le populisme qui est sa marque de fabrique. Rappelons-nous que les États-Unis ont connu dans les années 1950 une terrible vague de chasse aux sorcières : le Maccarthysme face au « péril rouge ». Cette fois-ci c'est le « péril jaune » qui mobilise le pays. En outre Trump n'hésiterait pas à exacerber les tensions raciales comme il le fait aujourd'hui pour mobiliser l'électorat blanc. Beaucoup dépendrait cependant du résultat des autres élections du 3 novembre : si, comme il est probable, Trump ne parvenait pas à obtenir une majorité républicaine à la Chambre des Représentants, et si, pire pour lui, il perdait la courte majorité dont il dispose au Sénat, les États-Unis entreraient dans une période de cohabitation tendue, paralysante, qui aurait au moins le mérite de limiter les dégâts. Ajoutons que le pouvoir des États fédérés est considérable : les États démocrates de la côte Ouest et de la côte Est mobiliseraient leurs moyens pour mettre en œuvre leur propre politique, avec des effets positifs, mais aussi des risques comme on le voit dans la gestion fracturée et erratique du Covid.

Sur le plan économique, Trump poursuivrait sa politique ultra-libérale avec pour principal critère de succès les cours de Wall Street. Et pour conséquence des inégalités croissantes qui font des États-Unis le pays de l'OCDE de loin le plus inégalitaire : les 10% les plus riches détiennent 80% du patrimoine net, tandis que les 60% les moins aisés n'en détiennent que 2%.

L'influence de Trump durerait même au-delà de son second mandat à travers son pouvoir de nomination des juges. Sur les neuf juges de la Cour Suprême, les deux plus âgés, que je connais bien et qui sont remarquables, sont libéraux : Justice Ginsburg (87 ans) et Justice Breyer (82 ans). Trump, qui a déjà nommé deux juges jeunes et très conservateurs, rêve de remplacer les deux doyens par des juges issus de l'extrême droite américaine, donnant à la Cour Suprême, pour des décennies, une orientation ultra-conservatrice sur des sujets qui

## REGARD D'EXPERT

### Discours sur l'état de l'Union de la présidente von der Leyen : les bonnes et les mauvaises nouvelles pour la défense européenne et notre sécurité collective



**Didier LE BRET**

associé senior ESL Network, est diplomate de carrière. Il est notamment nommé ambassadeur de France en Haïti en septembre 2009, fonction qu'il exerce jusqu'en décembre

2012. Durant sa mission, il aura eu à gérer et à coordonner la réponse française au séisme du 12 janvier 2010. Il dirige le Centre de crise du Quai d'Orsay de 2012 à 2015 avant d'être nommé Coordinateur national du renseignement, auprès du Président de la République, fonction qu'il exerce de mai 2015 à septembre 2016.



mobilisent son électorat comme la remise en cause du droit à l'avortement.

En politique étrangère, cela voudrait dire la poursuite par Trump de la déconstruction de l'ordre mondial bâti par tous ses prédécesseurs depuis 1945, la poursuite du désengagement des Nations Unies, de l'OMS et d'autres institutions internationales, y ouvrant un boulevard à l'influence croissante de la Chine. Cela voudrait dire aussi le rejet confirmé de toute implication américaine dans les conflits régionaux (à l'exception de l'Extrême-Orient, face à la Chine), comme dans les grandes causes dont dépend l'avenir de la planète, de la lutte contre le changement climatique au combat contre les pandémies. Cela voudrait dire que les alliés, notamment l'Union européenne, ne seraient pas mieux traités que les adversaires de l'Amérique. Cela voudrait dire enfin la poursuite du découplage de l'économie mondiale en deux blocs antagonistes, l'américain et le chinois, posant un défi majeur à l'Union européenne : si elle ne parvenait pas à s'affirmer comme un acteur rassemblé et autonome dans tous les domaines clés, elle deviendrait le terrain de jeu privilégié de la rivalité entre ces deux géants. En un mot, huit années de Trump changeraient la face du monde pour le pire et de façon sans doute irrémédiable.

Si Biden l'emportait, entouré d'une équipe expérimentée, l'ancien vice-président d'Obama aurait à cœur de revenir à ce qu'il a vécu à ses côtés.

À l'intérieur, il mettrait en œuvre son programme de réformes, solide et socialement « centriste », pour faire face aux conséquences sanitaires, sociales et économiques dramatiques du Covid. Il supprimerait les baisses d'impôts décidées par Trump et taxerait davantage les plus riches. Les États-Unis investiraient massivement dans les infrastructures, notamment pour préparer l'ère des véhicules électriques, dans la lutte contre

le changement climatique comme dans les nouvelles technologies, en particulier la 5G. Comme l'UE, ils chercheraient à rapatrier (ou au moins à rapprocher) un certain nombre de chaînes de production d'importance stratégique.

À l'extérieur, ce programme, adopté lors de la convention démocrate, indique que les États-Unis réaffirmeraient d'emblée leur engagement dans les institutions multilatérales, de l'ONU à l'OMC. Ils souligneraient l'importance de leurs alliances. Ils redeviendraient membres de l'accord de Paris sur le climat et examineraient notamment avec l'UE comment mettre en place des taxes carbone aux frontières. Ils rejoindraient l'accord nucléaire sur l'Iran en essayant de le compléter. Le seul domaine où la continuité avec les années Trump devrait l'emporter est la relation avec la Chine : le refus de voir l'empire chinois devenir la première puissance du monde au moment même où il se durcit à l'intérieur comme à l'extérieur, rassemble Républicains et Démocrates et, au-delà, mobilise l'« Etat profond ». Mais la méthode serait différente : contrairement à Trump, Biden s'efforcerait de rassembler le « camp occidental » pour imposer à la Chine le respect des règles du jeu qui fondent l'ordre international, notamment dans le cadre d'une OMC renouée. Une de ses premières initiatives internationales serait d'ailleurs la tenue d'un « sommet des démocraties ».

Enfin, et peut-être surtout, Biden aurait à cœur de restaurer ce qui unissait naguère les 330 millions d'Américains : une vision partagée, ce rêve américain qui faisait rayonner l'Amérique dans le monde entier. Beaucoup dépendrait alors de l'attitude du parti Républicain : saurait-il échapper rapidement à l'emprise de Trump et se reconstruire sur la base de ses valeurs traditionnelles ? Mes onze années de vie professionnelle aux États-Unis ont enraciné en moi une conviction : « Never underestimate America! » ●

Dans son discours du 16 septembre dernier, Ursula von der Leyen a tracé les grandes lignes de notre sécurité collective au sens large. Commençons par les bonnes nouvelles.

Parmi les actions futures et les engagements pris, deux d'entre elles méritent d'être retenues :

- La création d'un cloud européen fondé sur Gaia X, qui vise, avec retard, il est vrai, à mieux exploiter les données, dont la croissance est exponentielle (« 80 % des données industrielles sont collectées mais ne sont jamais utilisées. C'est du gaspillage. »)
- L'accélération du programme de supercalculateurs européens : il est annoncé un investissement de 8 milliards d'euros dans la prochaine génération de superordinateurs, technologie de pointe « made in Europe ». Cette annonce est également assortie d'un engagement pour l'Europe à se doter de ses propres microprocesseurs (dits « de prochaine Génération »).

Sur ces deux initiatives, très structurantes pour nos économies, les entreprises françaises doivent se mettre en situation

d'en tirer le meilleur parti.

On peut s'étonner de l'inverse du peu d'ambition ou de vision concernant l'Europe de la défense : rien sur le Fonds défense (pourtant en cours de finalisation !), pas même un rappel sur les coopérations industrielles engagées, et rien en plus sur la crise que traverse l'OTAN, à l'exception d'un rappel rituel et quelque peu romantique (« nous chérissons toujours l'alliance transatlantique »).

On peut regretter enfin le peu d'ambition ou de détails sur la façon de parvenir à une Europe plus solidaire et plus efficace en matière de gestion de crise et notamment de protection civile. Les médecins roumains dépêchés en Italie au pic de la crise du Covid ne doivent pas nous faire oublier l'indigence de l'UE à coordonner la fermeture des frontières de ses États-membres et sa faible anticipation en matière de gestion de stocks. Cet angle mort est d'autant plus dommageable qu'il prive à terme l'UE de la visibilité positive qu'elle pourrait acquérir dans les moments de crise ●

REGARD D'EXPERT

## Quelle perspective ouvre le désengagement américain au Moyen Orient ?



**Bertrand BESANCENOT**

est senior advisor chez ESL Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017 il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel MACRON en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

Il peut paraître paradoxal de parler de désengagement américain au Moyen Orient alors que toute la région attend de connaître le résultat de la prochaine élection présidentielle aux Etats-Unis pour définir ses options dans le grand jeu stratégique en cours dans cette partie du monde ; sans parler de la puissance militaire inégale déployée dans la zone par la première puissance mondiale, sa politique de « pression maximale » sur l'Iran, son soutien indéfectible à Israël et ses intérêts économiques majeurs dans la région.

Pourtant le président Trump poursuit sa politique de retrait de Syrie et d'Irak – amorcée en fait par le président Obama – et il est patent qu'il existe aux Etats-Unis une « fatigue » des engagements militaires (coûteux et peu fructueux) au Moyen Orient ; d'autant plus que le pays ne dépend plus du pétrole de cette région et que la priorité stratégique de Washington – quel que soit le prochain président américain – est désormais de contrer la montée en puissance de la Chine.

Face à ce désengagement en cours, on assiste à un retour des ambitions « impériales » russes et turques et à une exacerbation de la lutte d'influence entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, qui induit un rapprochement des pays du Golfe avec Israël.

Naturellement la réélection ou non de Trump aura des implications importantes sur le jeu des protagonistes dans la région ; mais d'ores et déjà les observateurs s'interrogent à juste titre sur l'impact qu'aura l'effacement tendanciel américain sur la capacité des puissances régionales à acquérir une forme d'hégémonie au Moyen Orient.

S'agissant de la Russie, il ne semble pas que ce soit un objectif majeur, l'activisme régional du président Poutine visant plutôt à conforter son implantation en Syrie /Méditerranée orientale, à profiter du retrait américain pour obtenir un succès diplomatique confortant le rôle international de la Russie et à promouvoir les intérêts économiques – notamment les ventes d'armes russes – dans cette partie du monde.

Quant à la Turquie, l'échec de son entrée dans l'Union Européenne, ses difficultés économiques et les rêves pan-ottomans de son président la conduisent à une politique agressive – en jouant sur le nationalisme turc – pour défendre ce qu'elle estime être ses intérêts vitaux : contenir le « danger kurde » au Moyen Orient et arracher sa part du gâteau des richesses gazières de la Méditerranée orientale. Mais son passé impérial dans le monde arabe et son ambition de prendre le leadership du monde sunnite – qui contrarie l'axe égypto-saoudo-émirien – limitent en réalité ses aspirations hégémoniques dans la région.

L'Egypte pour sa part demeure un pays influent au Moyen Orient, mais l'échec du panarabisme de Nasser et sa concentration sur ses problèmes économiques intérieurs l'ont fait renoncer de facto à ses ambitions régionales.

Aujourd'hui ce sont donc essentiellement l'Iran de la révolution islamique et l'Arabie Saoudite de Mohamed ben Salman (assisté de l'allié émirien) qui entendent s'affirmer comme puissances régionales au Moyen Orient. Mais ces deux pays en ont-ils les moyens ?

L'Arabie Saoudite, depuis l'arrivée au pouvoir en 2015 du Roi Salman et de son fils Mohamed, s'est engagée dans une politique de réforme socio-économique – rendue indispensable par l'effondrement du prix du pétrole – réduisant le gaspillage des ressources de l'Etat-Providence, modernisant la gestion de l'administration, développant le secteur des loisirs et commençant à exploiter le potentiel touristique, minier et solaire du pays.

Elle entend aussi – après ce qu'elle a ressenti comme un lâchage du président Obama – jouer elle-même un rôle régional que lui permettent son statut de première puissance économique du monde arabe et de Gardien des Lieux Saints de l'Islam. Son objectif prioritaire est de profiter de la présidence Trump pour faire refluer l'influence iranienne dans la région, qui s'est développée depuis l'invasion américaine de l'Irak.

Jusqu'à présent les autorités de Riyad avaient surtout utilisé leur chéquier pour s'opposer aux « printemps arabes » en Egypte et à Bahrein et pour financer leurs alliés dans les conflits en Syrie, au Liban et au Yémen.

Avec Mohamed ben Salman, l'Arabie Saoudite s'est engagée militairement au Yémen et – avec Abou Dabi – a tenté de forcer le Qatar à renoncer à sa diplomatie autonome, sans beaucoup de succès dans les deux cas. Cela a montré les limites des capacités militaires du royaume, en dépit d'importations d'armement massives. De même, malgré des moyens importants consacrés à promouvoir le wahabisme dans le monde musulman, le « soft power » saoudien n'a pas été très fructueux : il est antinomique avec à l'égard des Chiïtes et, dans le monde salafiste, Al Qaida et Daech appellent même au renversement des Saoud. Quant aux Frères Musulmans, ils sont en compétition idéologique avec le wahabisme saoudien et les pays qui les soutiennent (Turquie et Qatar) s'opposent à l'Arabie et aux Emirats Arabes Unis en Libye et au sujet de l'Egypte.

L'Iran de son côté a eu plus de succès en conservant Bachar el Assad au pouvoir à Damas, en préservant son influence en Irak et au Liban – malgré les efforts américains – et en gênant l'Arabie au Yémen par son soutien aux Houthis. Cela montre que, en dépit des difficultés économiques du régime – aggravées par les sanctions américaines – Téhéran a réussi à développer des forces (Gardiens de la Révolution, Hezbollah, milices irakiennes, Houthis, supplétifs afghans et pakistanais) capables de défendre efficacement ses intérêts dans la région. Les « proxies » de l'Iran sont liés par le chiïsme, l'allégeance à l'idéologie de la République islamique et l'acceptation du leadership iranien ; et ils bénéficient du soutien de leur tuteur en matière de financement, d'armement et de formation.

Toutefois Téhéran souffre de plusieurs handicaps lui interdisant de prétendre à l'hégémonie régionale : La République Islamique manque de moyens par rapport à l'Arabie Saoudite, la Turquie dispose d'une armée supérieure, Israël s'oppose à ses ambitions, les sanctions américaines lui créent des difficultés économiques considérables et le chiïsme est très minoritaire dans le monde musulman.

Pour ces différentes raisons, ni l'Arabie Saoudite ni l'Iran n'ont en fait les moyens de devenir une puissance régionale hégémonique. En réalité le Moyen Orient est une région multipolaire comportant au moins cinq candidats potentiels à la prédominance : L'Iran, la Turquie, Israël, l'Arabie Saoudite et l'Egypte ; chacun de ces pays ayant ses atouts et ses faiblesses. En outre la région subit l'influence de puissances extérieures telles que les Etats-Unis, la Russie, la France, le Royaume-Uni ; et la Chine y joue un rôle croissant.

En fait, si même les Etats-Unis n'ont pas réussi à préserver leur domination dans la région, il est clair que ni l'Arabie Saoudite ni l'Iran ne parviendront à acquérir un statut hégémonique. Le Moyen Orient est trop fracturé pour cela, politiquement et idéologiquement. Les Arabes, les Turcs, les Iraniens, les Israéliens et les Kurdes ont un lourd passé de récriminations réciproques. Les régimes sont de natures trop différentes pour se rapprocher et même la principale croyance commune – l'Islam – est plus un sujet de discorde que d'unité, qu'il s'agisse de la division entre sunnites et chiïtes et, même au sein de la famille sunnite, les divergences entre Frères Musulmans, Wahabites et djihadistes.

Dans ces conditions si certains continuent à rêver d'hégémonie régionale, la réalité du Moyen-Orient est celle d'une lutte d'influence entre puissances régionales, exacerbée par les interventions d'acteurs extérieurs comme les Etats-Unis et la Russie, et peut-être bientôt la Chine.

Tout nouvel ordre dans la région ne pourra donc venir que d'un arrangement à la fois entre les principaux acteurs locaux et avec les puissances extérieures intéressées. Mais étant donné les conflits internes et les divisions idéologiques actuelles, cet horizon n'est sans doute pas pour demain... ●

BRÈVE DIGITALE

## La (sur)puissance du #



**Chloé TEYSSOU**

Diplômée d'un Master 2 de Droit des Affaires Internationales après une double licence en Droit communautaire et international, Chloé Teyssou débute sa carrière en tant que collaboratrice parlementaire auprès d'un Président de Groupe à l'Assemblée Nationale. Elle rejoint ensuite la communication d'un parti politique pour qui elle produit, pilote et coordonne l'ensemble des actions de communication indispensables au développement du mouvement. Elle rejoint Antidox en 2018 pour accompagner les entreprises dans la conception et le déploiement de leur stratégie de communication globale.

### Le # : Révélateur de réalité sociale

Alors que la suffragette du 19ème siècle posait des bombes dans les rues de Londres. La féministe de 2020 garde les yeux rivés sur son téléphone et use de son influence digitale pour soutenir, amplifier et promouvoir une cause. A titre d'illustration du hashtag #MeToo a été employé 5,5 millions de fois sur Twitter ces 13 derniers mois, son équivalent français #BalanceTonPorc était lui employé 100k fois sur la même période\*. Le #, devenu cri de ralliement, permet de structurer le militantisme à une vitesse étourdissante et de générer une visibilité inédite, le Saint Graal étant de parvenir à atteindre les Trending Topics (les top tendances de Twitter). Une couverture digitale inégalable permettant de déclencher la parole publique sur des sujets sociaux et sociétaux d'actualité.

### Le # de la rentrée 2020 : #Lundi14Septembre

En cette rentrée post-confinement, c'est le #Lundi14Septembre qui a fait parler de lui, obligeant le Ministre de l'éducation nationale à prendre position. Si, de prime abord, ce # vise à lutter

contre le sexisme en appelant les lycéennes à se présenter vêtues d'un vêtement dit « provocant », il participe surtout d'une dynamique plus vaste. Anecdote qui pour certains, ce mouvement vient pourtant à la suite d'une série d'injonctions imposées aux Françaises et relayées sur les réseaux sociaux pendant l'été. Jeanne a été priée de couvrir son décolleté pour entrer au musée d'Orsay, alors que la chanteuse Angèle était violemment prise à partie et incitée par le hashtag #BalanceTonFrère à dénoncer les actes du rappeur Roméo Elvis.

Bien plus que la liberté de dévoiler son nombril, ce mouvement vient surtout rappeler que les vêtements ne font pas le viol et vise à renverser la charge de la faute pesant trop souvent sur les femmes.

### #BalanceTonBahut : l'émergence du tribunal digital

Les plateformes sociales ont l'avantage d'attirer l'attention et de provoquer la discussion sur des problématiques sociales et sociétales. Mais ces mouvements peuvent aussi se transformer en tribunaux à ciel ouvert où les accusés – et leurs proches dans le cas de la chanteuse Angèle – sont laissés en pâture à l'opprobre populaire. #BalanceTonPorc #BalanceTonProf #BalanceTonBahut (employé 48k fois en 3 jours entre le 14 et le 17 septembre 2020\*), cette arène, aussi digitale soit elle, a pourtant des conséquences bien réelles.

Au royaume du tribunal populaire, les règles apparaissent comme inversées, la présomption d'innocence ne fait pas loi : les émotions dictent la culpabilité, la délation est incitée, les dénonciations sont masquées, et la réponse est instantanée. Une sanction sociale digitale qui entache des réputations et brise parfois des parcours.

Comme le disait très justement Anne-Cécile Robert, dans la stratégie de l'émotion : « Si les émotions, positives ou négatives,

enrichissent l'existence, cette forme d'expression peut poser de redoutables défis à la démocratie lorsqu'elle se fait envahissante et tend à remplacer l'analyse.»

Un monde parfois abscons, donc, qui, s'il n'est pas maîtrisé, peut rapidement devenir hostile. Il appartient dès lors au communicant d'endosser la robe d'avocat et de porter assistance à son client souvent désarmé ●

\* Données obtenues avec Talkwalker



BRÈVE DIGITALE

## Faut-il brûler les interfaces utilisateurs ?



**Damien Liccia**  
Vice-président de l'Observatoire stratégique  
de l'information



**Jean-Baptiste Delhomme**  
Partner d'Antidox

Notre appréhension de l'information serait-elle foncièrement différente si la manière dont elle nous était quotidiennement affichée était non-graphique et non interfacée ? La question peut sembler, au mieux cocasse, voire saugrenue, au pire complètement farfelue, mais pourtant elle n'est pas dénuée d'un vrai questionnement sous-jacent sur la manière dont notre accès à l'information conditionne notre rapport à cette dernière. Et si une partie des discours qui structurent aujourd'hui notre univers mental associé aux nouveaux vecteurs de diffusion d'informations, que sont les applications social media notamment, pâtissaient, pour une large frange d'entre eux, d'un biais original lié à la non prise en compte des interfaces utilisateurs. Des interfaces utilisateurs qui, à grand renfort de simplicité, d'optimisation technique et de génie des designers UX/UI de la côte Ouest (et chinois maintenant que TikTok est aussi hypé), ont contribué à évacuer tout rapport tangible aux raw et au brutal, à savoir le code, pour utiliser un terme très générique, sur lequel ces édifices sont bâtis. Une invisibilisation du soubassement matériel qui n'a rien de moralement condamnable bien entendu, de la même manière que nous n'avons pas, dans l'absolu, forcément besoin de voir l'association béton et acier qui compose les structures en béton armé des immeubles. D'un autre côté, que vaudrait un discours sur les bâtiments qui ferait l'impasse sur cette structure majeure, pour ne porter que sur la façade ? Au mieux un discours parcellaire et hémiplogique, au pire un discours éthéré.

### Deux clics n'aboliront jamais le complexe

À titre d'exemple, et de préambule, il suffit de constater que pour faire un tweet aujourd'hui, un utilisateur d'un iPhone doté de Face ID (système de reconnaissance faciale propriétaire d'Apple, qui équipe les smartphones et les dernières générations d'iPad de la marque à la pomme) n'a que 2 clics à faire. Un sur l'application Twitter. Un sur le bouton "Tweeter". "Eh voilà", comme disent les anglo-saxons. Ce qui vaut pour Twitter, vaut également pour tous les autres réseaux sociaux, même si sur Instagram, TikTok ou encore Snapchat, un peu plus de 2 clics sont, dans l'absolu, nécessaires. De la même manière, et en inversant la logique, nous sommes assaillis de notifications push qui pénètrent notre périmètre informationnel sans être sollicitées. Dans les deux cas, l'utilisateur est passif dans son rapport aux interfaces. Passif, car il publie un tweet sans mesurer ce que cela implique en termes d'architecture logicielle et d'infrastructure serveur. Passif car il reçoit une notification qui "pop" sur son écran de manière quasiment magique. Dans les deux cas, les interfaces proposées sont extrêmement simples. Elles sont d'ailleurs d'autant plus simples, et cela ne doit pas manquer de nous questionner, au-delà du seul champ de l'UX/UI design, que les interfaces desktop s'inspirent des interfaces mobiles. Cela est notamment visible sur Twitter que ce soit tant en termes d'interface, qu'en termes d'url. Les deux URL ci-dessous devraient, en principe, nous renvoyer sur la version desktop pour la première, et mobile pour la seconde, comme cela a longtemps été le cas sur Twitter :

- <https://twitter.com/EmmanuelMacron> ;
- <https://mobile.twitter.com/EmmanuelMacron>

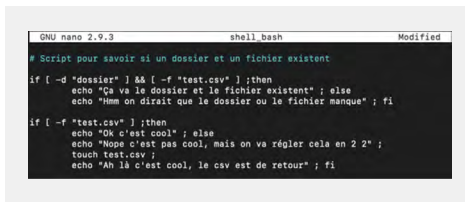
Or, les deux sont devenues strictement identiques, rendant à cet effet l'utilisation du "mobile" avant le nom du site totalement inutile.

Les assistants vocaux finiront par abolir le tangible (enfin, quand elles auront une "vraie" IA)

À terme, et bien qu'il n'existe visiblement (et bizarrement) pas encore de projets de ce type, on pourrait très bien imaginer qu'un tweet soit rendu parfaitement "immatériel" en utilisant un assistant vocal type Alexa ou Siri. Ces dispositifs sont encore aujourd'hui extrêmement rudimentaires (par exemple Alexa, l'assistant d'Amazon, pioche toute une partie de ses réponses dans Wikipédia), mais des versions plus évoluées pourraient très bien s'interfacier avec les APIs de réseaux sociaux comme Twitter, à condition de mettre de côté les enjeux de

protection des données. De même que Twitter peut être utilisé directement via la ligne commande d'un terminal Bash sur Linux ou OSX, en utilisant des client URL request library (curl ou sa version développée spécifiquement par Twitter twurl), pour interagir avec l'API via des requêtes GET (pour résumer à grands traits celle qui permet de récupérer des données d'un serveur distant via le serveur à l'origine de la demande) ou POST (qui permet de créer de nouvelles ressources, en l'espèce d'envoyer une chaîne de caractères par exemple). Ce qui vaut pour Twitter, vaut également pour des applications de messagerie comme Telegram par exemple, qui ne manque pas de projets mis en ligne sur les différents Git (essentiellement GitHub et GitLab) pour contourner la surcouche graphique de l'application, et adosser des scripts (essentiellement rédigés en Python) pour publier directement en ligne de commande sur Telegram, créer des bots et autres scripts plus ou moins développés. En d'autres termes, contourner l'interface applicative, loin d'être une geekerie useless, permet d'une part de comprendre comment fonctionne cette dernière réellement, de tirer partie des potentialités natives qu'elle offre et de l'autre, et dans la mesure du possible, de rééquilibrer le rapport "machine" - "homme".

### L'éthique du "hacker", n'est pas stérile

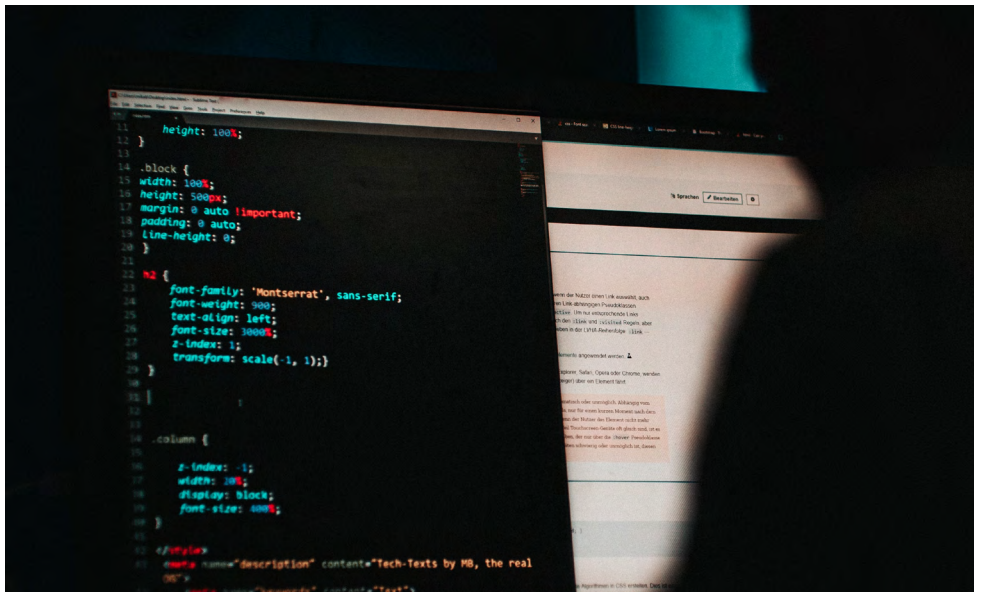


Ceci n'est pas de l'IA

Mais pourquoi donc revenir à la "préhistoire" de l'informatique, quand la seule manière d'utiliser un ordinateur, avec un écran en tube cathodique, consistait à utiliser la console, une interface textuelle permettant d'interagir avec l'OS ? Parce que cela permettrait d'éviter, très certainement, bien des erreurs, bien des fantasmes et bien des errements, quant à notre manière de discuter sur les "nouveautés" qui ébranleraient complètement et supposément le rapport homme-machine. Quelques notions rudimentaires en programmation, en bash par exemple, permettent assez vite de comprendre qu'un script qui s'exécute de manière automatique, soit au démarrage du serveur, soit selon un cycle défini (ou à heure/date fixe) via l'utilisation d'un programme type cron (un planificateur de tâches en ligne de commande), quelques instructions conditionnelles (IF > then > else) ne ressort pas forcément du domaine de l'intelligence artificielle. De la même manière, et bien que cela devienne de plus en plus compliqué du fait des dispositifs implémentés ces derniers mois par

Twitter, un script interagissant avec l'API du réseau social selon une série d'instructions, plus ou moins développées, ne permettra jamais d'aller bien loin. Il pourra facilement automatiser des retweets, partager des articles issus de sources prédéfinies, mais malgré tous les discours sur l'intelligence artificielle, aucun dispositif ne permet aujourd'hui d'automatiser le langage naturel. Cela relève encore du fantasme, bien que de nombreux secteurs, parmi lesquels figurent notamment le monde de médias, pourraient évidemment être complètement chamboulés par ce type de dispositif, plus uniquement borné à des articles automatiques sur le résultat d'un match de football ou la météo du jour. À ce stade, en abolissant les soubassements techniques, sur lesquels reposent entièrement les applications que nous utilisons quotidiennement, l'UX/UI tend à rendre une partie des utilisateurs complètement ignorants. Nous pouvons évidemment très bien utiliser une voiture sans nous intéresser au fonctionnement d'un moteur à combustion et explosion. Nous pouvons également très bien aller pêcher à la ligne avec un moulinet à tambour fixe ou tournant, sans chercher à comprendre comment ils fonctionnent. Par contre, cette ignorance devient contraignante lorsque les dispositifs s'enrayent et deviennent inutilisables.

La primauté de la démarche utilitaire sur l'intelligibilité des dispositifs techniques, ou, pour le dire autrement, la primauté de l'éthique du consommateur sur l'éthique du bidouilleur (ou hacker pour faire plus chic) donne lieu une situation de passivité généralisée, tendant à créer un rapport diamétralement asymétrique entre l'homme et la machine. Une passivité qui devient problématique lorsqu'elle se dote d'une surcouche, non pas logicielle, mais intellectuelle (philosophique, sociologique...). Cette surcouche à un nom : les experts en outologie qui discutent docement de l'impact social, politique ou psychologique des nouvelles technologies, sans même comprendre les soubassements techniques de l'objet de leur (chère) attention. Que valent les discours sur les bulles de filtres, sans essais techniques et itératifs permettant de tester grandeur nature la manière dont les algorithmes réagissent effectivement en fonction d'itinéraires informationnels aléatoires ? Pas grand chose. La simplicité, nécessaire pour focaliser et garder au maximum l'attention des utilisateurs sur les plateformes, découlant des travaux en UX/UI crée donc au mieux des boîtes noires, au pire une pseudo "immatérialité" ou "irréalité" technique, qui ne peut que produire à la chaîne de la pensée magique. Si le bullshit sur l'IA, au mieux risible lorsqu'il essaime sur LinkedIn, au pire affolant lorsqu'il est repris par les décideurs politiques, a eu autant de succès ces dernières années, avec tout ce que cela implique sur notre appréhension des mutations dans l'écosystème informationnel, cela vient de cette rupture ontologique avec ce qui constitue la matérialité concrète de l'Internet. Cachez moi ces warehouses de serveurs que je ne saurais voir. Cachez moi ces câbles que je ne saurais voir. Et surtout, cachez moi ce code que je ne saurais voir (ni lire). On s'inquiéterait, à juste titre, qu'un juriste puisse discourir docement sans jamais avoir lu la moindre ligne d'un code civil ou pénal. Mais on ne s'inquiète pas d'une telle situation, tout aussi affligeante, dans l'univers des médias et de la communication ●



### À propos de nous



**Xavier DESMAISON**  
CEO  
x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY**  
Président du Directoire  
alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.